

Le commerce canadien en revue

Rapport trimestriel sur la performance commerciale du Canada Deuxième trimestre de 2004

Ce rapport fait état de la progression continue de l'économie canadienne au deuxième trimestre de 2004 et décrit la performance du commerce et de l'investissement dans certains secteurs et marchés importants.

Les exportations ont augmenté dans la plupart des secteurs, stimulant ainsi la croissance économique

L'augmentation des exportations a permis à l'économie canadienne de croître plus rapidement au deuxième trimestre de 2004, le produit intérieur brut (PIB) ayant augmenté de 4,3 % (taux annualisé¹), en hausse par rapport aux 3,0 % observés au cours du premier trimestre.

Aux États-Unis, les estimations finales montrent que le PIB a augmenté de 3,3 % au deuxième trimestre, accusant un ralentissement par rapport au chiffre de 4,5 % enregistré au premier trimestre. Les taux de croissance ont varié dans les autres grands marchés d'exportation du Canada, se situant à 2,0 % dans l'UE, à 1,7 % au Japon et à 9,6 % en Chine (ce dernier chiffre représente la croissance du PIB entre le deuxième trimestre de 2004 et celui de 2003).

Au Canada, l'expansion économique est attribuable à la vigueur des exportations, car il y a eu baisse des dépenses de consommation durant le trimestre. La construction était toujours en pleine effervescence, malgré un faible ralentissement durant le trimestre. Quant aux investissements des entreprises (usines et matériel), ils ont connu une hausse modeste.

Les exportations de biens et services ont connu une expansion phénoménale de 41,0 %, alors que les importations augmentaient de 29,1 %. Cette hausse a favorisé la fabrication, laquelle a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre de l'année : 17 des 21 branches du secteur manufacturier ont affiché des gains, les plus importants ayant été observés dans l'industrie du matériel de transport. De même, la hausse des exportations et des importations a stimulé l'activité dans les services ferroviaires et le camionnage.

Les exportations ayant devancé les importations, le solde commercial s'est accru de 14,6 milliards de dollars au cours du trimestre. Toutefois, comme les revenus de placement ont connu une baisse de 5,8 milliards, la hausse du compte courant n'aura été que de 8,7 milliards.

Tableau 1 : Indicateurs économiques et commerciaux du Canada

Taux de variation annualisés (%), deuxième trimestre de 2004 par rapport au premier trimestre de 2004	
PIB réel	4,3
Emploi (augmentation trimestrielle, niveau)	130 400
Taux de chômage (moyenne trimestrielle)	7,3
Indice des prix à la consommation (deuxième trimestre de 2004 par rapport au trimestre correspondant de 2003)	
Global	2,2
Catégories de base (à l'exclusion des aliments et de l'énergie)	1,7
Dollar canadien / dollar américain (moyenne trimestrielle, niveau)	0,7358
Exportations de biens et services (données de base en dollars courants)	41,0
Importations de biens et services (données de base en dollars courants)	29,1

Source : Statistique Canada

L'emploi, qui avait régressé au premier trimestre, a connu une relance au deuxième, le nombre de nouveaux postes ayant atteint 130 400. De ce nombre, 92 % étaient des emplois à plein temps. Grâce à ces gains, le taux de chômage a reculé, de 7,4 % au premier trimestre à 7,3 % au deuxième.

Le taux d'inflation a atteint 2,2 % au deuxième trimestre, après être tombé à 0,9 % au premier. L'inflation de base a augmenté, mais faiblement, passant de 1,3 à 1,7 % d'un trimestre à l'autre.

La valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine a baissé de 3 % au deuxième trimestre, le cours moyen du « huard » se situant à 73,58 cents américains.

1 Pour rendre les données trimestrielles comparables aux données annuelles, les chiffres sur le commerce des biens et services pour un trimestre sont corrigés en fonction de l'effet saisonnier, puis multipliés par quatre pour obtenir le taux annuel désaisonnalisé. Tous les chiffres, sauf ceux portant sur les investissements, sont exprimés en valeurs annualisées, à moins d'indication contraire.

Préparé par la Direction de l'analyse commerciale et économique (EET)



Points saillants du commerce et de l'investissement

Les exportations de marchandises devancent les importations

Les exportations canadiennes de biens et services ont augmenté de 41,0 % au deuxième trimestre (figure 1). Les expéditions de marchandises ont affiché une hausse spectaculaire de 46,7 %, tandis que les ventes de services enregistraient des progrès beaucoup plus modestes, soit 7,3 %.

Les importations de biens et services se sont accrues de 29,1 % au cours du trimestre, ce qui correspond à une hausse de 35,0 % pour les marchandises et de 4,3 %, pour les services.

Les exportations de marchandises ont progressé de 40,7 milliards de dollars (+46,7 %). Toutes les principales branches ont enregistré des gains (figure 2) : 8,2 milliards de dollars (43,8 %) pour l'automobile, 8,1 milliards (52,7 %) pour les biens industriels, 7,9 milliards (62,6 %) pour l'énergie, 6,4 milliards (32,1 %) pour les machines et le matériel, 5,6 milliards (76,6 %) pour le secteur forestier, 3,5 milliards (56,3 %) pour l'agriculture et 1,2 milliards (29,7 %) pour les biens de consommation.

Les importations de marchandises ont augmenté de 26,4 milliards, les hausses les plus importantes ayant été constatées dans le secteur des machines et du matériel, (8,3 milliards, ou 38,2 %), les biens industriels (6,6 milliards, ou 46,1 %), l'automobile (3,6 milliards, ou 21,3 %), l'énergie (3,3 milliards, ou 80,7 %) et les biens de consommation (2,4 milliards, ou 23,1 %).

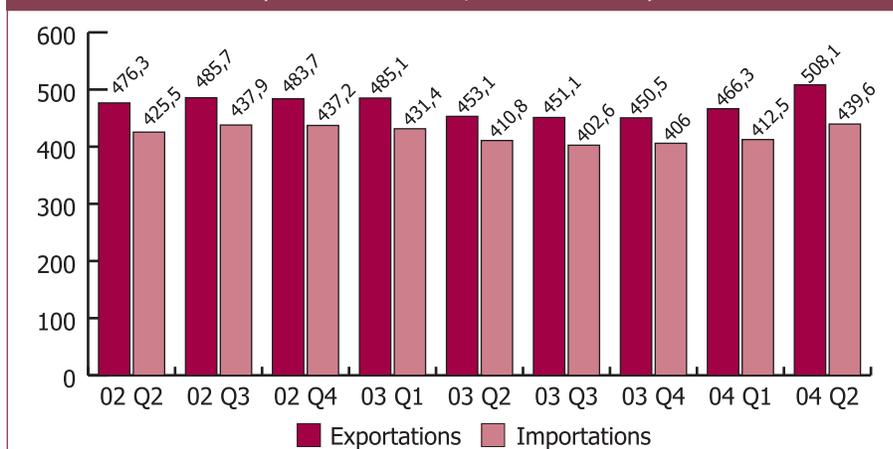
Les expéditions de marchandises vers les États-Unis ont augmenté de 33,1 milliards de dollars (46,4 %) et représentaient un peu plus de 80 % de la croissance des

exportations durant le trimestre. Les livraisons à destination des autres pays membres de l'OCDE augmentaient de 2,2 milliards (+77,9 %) tandis que les ventes hors OCDE se haussaient de 3,1 milliards (57,0 %). Dans le même temps, les exportations de marchandises vers l'UE progressaient de 1,5 milliard (26,4 %) et les expéditions vers le Japon, de 0,9 milliard (38,5 %).

Les importations de marchandises en provenance des États-Unis ont progressé de 15,5 milliards de dollars (29,0 %), celles en provenance des autres pays de l'OCDE, de 4,0 milliards (101,9 %), celles des pays hors OCDE, de 3,8 milliards (45,3 %), celles des pays de l'UE, de 2,8 milliards (37,6 %) et enfin, celles en provenance du Japon, de 0,4 milliard (15,0 %).

Figure 1 : Commerce de biens et de services du Canada

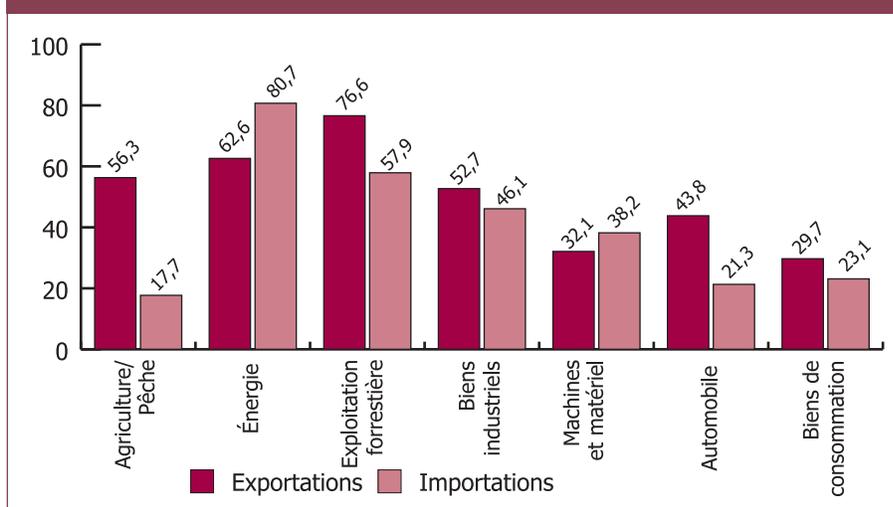
(en milliards de dollars, chiffres annualisés)



Source : Statistique Canada

Figure 2 : Commerce du Canada par type de marchandise

deuxième trimestre de 2004 par rapport au premier trimestre de 2004 (variation en %, chiffres annualisés)



Source : Statistique Canada

Comme les exportations de marchandises se sont développées plus rapidement que les importations, la balance commerciale au compte des marchandises s'est accrue de 14,3 milliards de dollars au deuxième trimestre, ce qui correspond à 80,2 milliards en chiffres annualisés. Cela dit, si le solde des échanges de marchandises avec les États-Unis et le Japon a augmenté (+17,5 milliards et +0,5 milliard, respectivement), il a diminué avec les autres pays de l'OCDE (-1,8 milliard), avec l'UE (-1,3 milliard), de même qu'avec les pays hors OCDE (-0,7 milliard).

Du côté des services, augmentation simultanée des exportations et des importations

Les exportations de services ont également progressé au deuxième trimestre, la hausse se chiffrant à 1,1 milliard de dollars. Les gains ont été particulièrement vigoureux dans le tourisme (0,9 milliard, ou 26,7 %) et les transports (0,5 milliard, ou 21,7 %), tandis qu'ils étaient plus modestes dans les services gouvernementaux (figure 3). En revanche, on a assisté à un

fléchissement du côté des services commerciaux (-0,4 milliard, ou -5,2 %).

Les importations de services ont augmenté de 0,8 milliard de dollars. Elles ont progressé de 0,5 milliard dans les services de transport et du même montant dans les services commerciaux, mais elles n'ont pas bougé dans les services gouvernementaux et ont reculé de 0,2 milliard dans le tourisme. Globalement, le déficit commercial au compte des services est passé de 12,0 milliards au premier trimestre à 11,7 milliards au deuxième, en chiffres annualisés.

Investissement direct étranger : sorties supérieures aux entrées

Les investissements directs canadiens à l'étranger (IDCE) se sont élevés à 33,0 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2004, marquant une hausse importante par rapport aux 2,7 milliards enregistrés au cours du trimestre correspondant de 2003. La part du secteur des finances et des assurances se situait à 22,0 milliards, tandis qu'on observait des augmentations de moindre importance dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière (3,8 milliards), du bois et du papier de même que des services et du

commerce de détail (2,9 milliards dans chaque cas). Il n'y a que dans les transports et les machines que les IDCE ont régressé (de 0,9 milliard entre le deuxième trimestre de 2003 et le trimestre correspondant de 2004).

Si l'on considère la ventilation des IDCE par région, on voit que les flux ont augmenté, et de beaucoup, vers les États-Unis (26,8 milliards) et aussi, mais dans une moindre mesure, vers les pays de l'UE (3,5 milliards) et le Japon (0,3 milliard). Ces hausses n'ont été que légèrement réduites par les baisses observées du côté des autres pays de l'OCDE (39 millions) et des pays hors OCDE (299 millions).

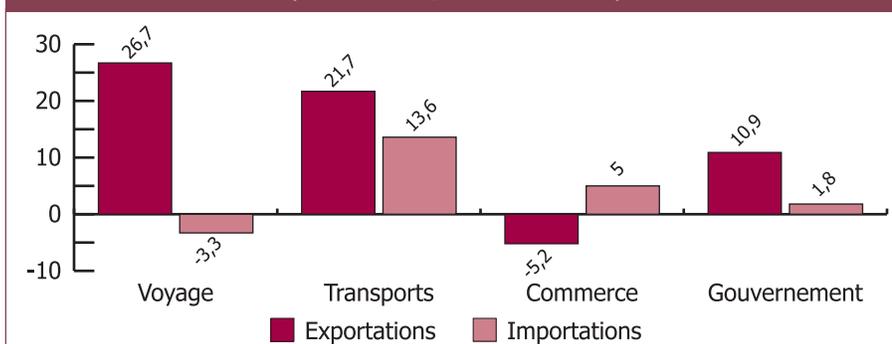
L'investissement direct étranger (IDE) au Canada est tombé de 5,7 milliards de dollars, au deuxième trimestre de 2003, à 3,3 milliards au trimestre correspondant en 2004. Les baisses les plus marquées sont survenues dans les transports et les machines (2,0 milliards), puis, dans l'ordre, dans l'énergie et l'exploitation minière (585 millions), dans les services et le commerce de détail (164 millions) et dans les finances et les assurances (131 millions). Il n'y a que dans le bois et le papier qu'on a observé un accroissement de l'IDE au deuxième trimestre (429 millions).

La baisse des entrées d'IDE est attribuable à la diminution des flux en provenance des États-Unis (-2,6 milliards), laquelle n'a été compensée qu'en partie par la hausse des flux en provenance du Japon (+118 millions) et de l'UE (+105 millions).

Les réserves officielles de devises restent inchangées

Le Canada a réduit ses réserves de change de 243 millions de dollars au deuxième trimestre de 2004, comparativement à une baisse de 229 millions au même trimestre en 2003.

Figure 3 : Commerce de services du Canada par catégorie
deuxième trimestre de 2004 par rapport au premier trimestre de 2004
(variation en %, chiffres annualisés)



Source : Statistique Canada

L'investissement direct étranger en Chine

Vue d'ensemble

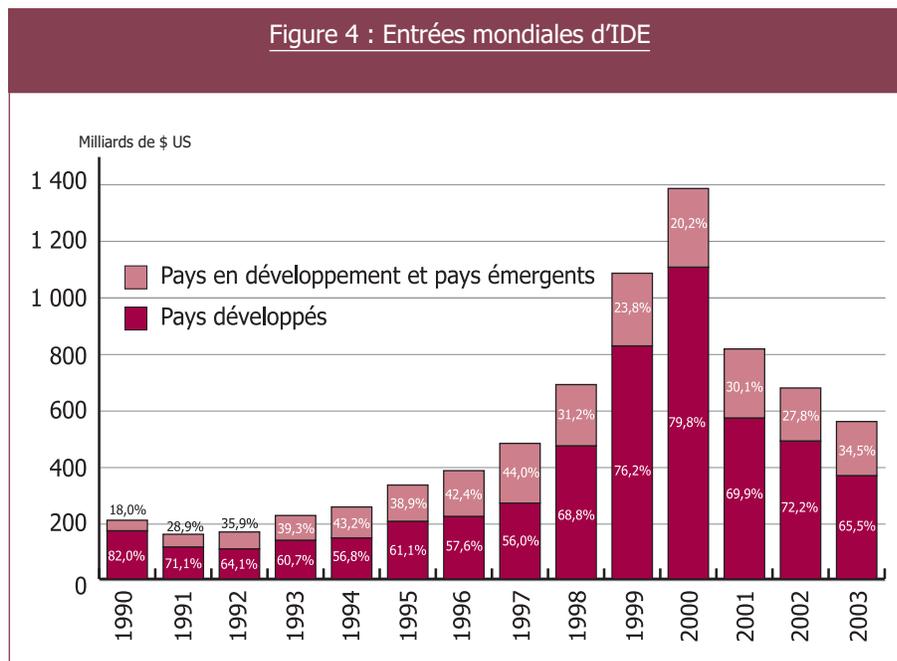
Tout au long des années 90, les flux d'investissement vers les pays en développement ont augmenté à un rythme régulier. Aussi la part de ces flux dans l'investissement mondial total a-t-elle augmenté jusqu'à la fin de la décennie, mais la tendance s'est inversée à ce moment-là sous l'effet d'une multitude de fusions et d'acquisitions, concentrées dans les pays développés. À la suite du ralentissement de l'activité économique mondiale qui s'est amorcé en l'an 2000, les flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) ont toutefois diminué sensiblement, en particulier dans les pays développés, de sorte que la part des pays en développement a recommencé à s'accroître (figure 4).

La Chine attire une part croissante des flux mondiaux d'IDE

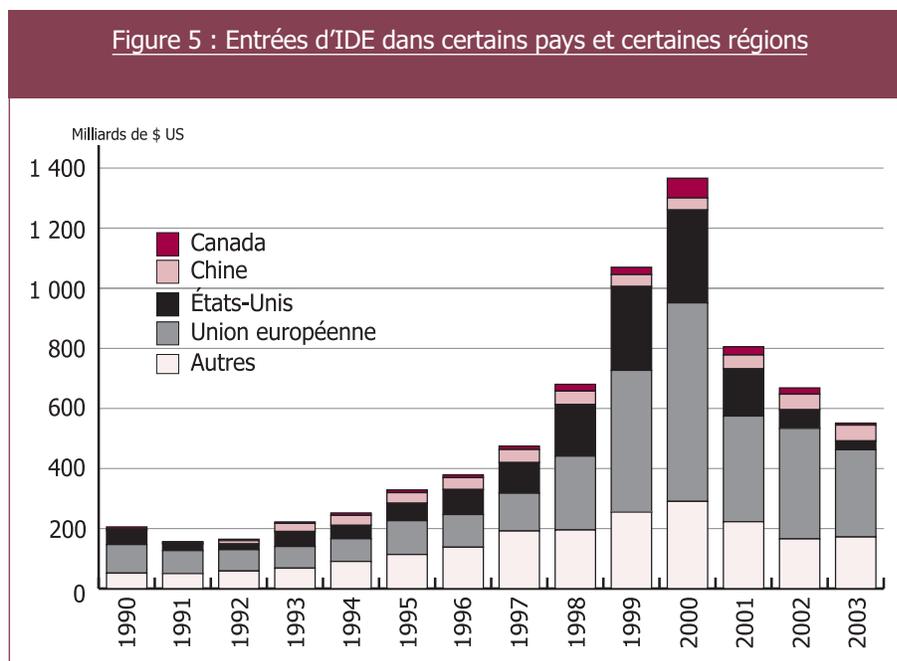
Dans le passé, c'est vers les États-Unis que se dirigeait la majeure partie des flux annuels d'IDE (figure 5)¹. Au cours des années 90, la Chine² a cependant commencé à attirer une part grandissante des investissements directs, de sorte que sa part des flux a connu une croissance vigoureuse, passant de 1,7 % en 1990 à 10,7 % en 1995, un record !

Les entrées de capitaux directs aux États-Unis ayant subi un recul considérable de 2001 à 2003, la Chine devenait le premier destinataire mondial des flux d'IDE l'an dernier.

Lorsqu'on envisage la situation sous un autre angle, on peut voir que la part de la Chine dans l'IDE à destination



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2004 (www.unctad.org/wir).



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2004 (www.unctad.org/wir).

des pays en développement est passée de 9,3 à 27,7 % entre 1990 et 2003. Relativement aux pays asiatiques en

développement, sa part est passée de 14,4 à 49,9 % durant cette même période.

1 Cela dit, les entrées d'IDE dans les pays de l'Union européenne entre 2000 et 2003 représentaient environ la moitié du total mondial.

2 Pour les besoins de cette analyse, la « Chine » est la République populaire de Chine, à l'exclusion de Hong Kong et Macao.

Grâce à cette augmentation des flux, la part de la Chine dans le stock mondial d'IDE est passée de 1,3 % en 1990 à 6,1 % en 2003. Du point de vue des stocks d'IDE, la Chine n'est donc devancée que par les États-Unis (18,8 %), le Royaume-Uni (8,2 %) et l'Allemagne (6,6 %).

Les entrées d'IDE jouent un rôle important dans le développement économique de la Chine

Comme on peut le voir au tableau 1, les entrées d'IDE en Chine jouent un rôle de plus en plus important vis-à-vis son développement économique.

En effet, l'apport des flux d'IDE à la formation brute de capital fixe (FBCF) est monté en flèche entre 1985 et 1995, passant de 1,9 à 14,8 %, avant de s'infléchir pour s'établir à 12,4 % en 2003. L'an dernier, cette proportion

dépassait d'ailleurs celle des pays en développement d'Asie (9,3 %) et celle de l'ensemble des pays en développement (10,0 %).

En 1985, les entrées d'IDE en Chine représentaient 6,1 % des exportations et 3,9 % des importations, respectivement; dix ans plus tard, ces chiffres avaient atteint 24,1 et 27,8 %. Comme les exportations et les importations se sont accrues plus rapidement que les entrées d'IDE par la suite, ces proportions ont été ramenées à 17,6 et 19,2 % en 2001. Les données chinoises à ce chapitre restaient néanmoins supérieures aux moyennes observées pour l'ensemble des pays en développement cette année-là, soit 10,2 % pour les exportations et 10,7 % pour les importations.

Les entrées d'IDE par habitant en Chine sont passées de 1,6 dollars US en 1985 à 37,10 dollars US en 2001. Ce dernier résultat était un peu inférieur à la

moyenne pour les pays en développement (40,80 dollars US), ce qui est attribuable à l'importance de sa population, mais il restait néanmoins 11 fois plus élevé que celui qu'on pouvait observer en Inde (3,30 dollars US).

Depuis une vingtaine d'années, les entrées cumulatives d'IDE en Chine ont augmenté plus rapidement que le produit intérieur brut (PIB). Aussi la part du stock d'investissements directs étrangers dans le PIB est-elle passée de 3,4 % en 1985 à 35,6 % en 2003; elle est actuellement supérieure au chiffre correspondant pour les pays asiatiques en développement (30,3 %) ainsi qu'à la moyenne pour l'ensemble des pays en développement (31,4%). Il faut cependant souligner qu'en 2003, le rapport stock d'IDE/PIB atteignait des niveaux très élevés dans certains pays – 50,6 % au Vietnam et 57,2 % en Malaisie, par exemple – alors qu'il était beaucoup plus bas ailleurs (5,4 % en Inde).

Au-delà de l'accroissement des entrées d'IDE, le rôle des entreprises d'investissement étranger dans l'économie chinoise ne cesse de grandir. En effet, leur part de la production chinoise est passée de 2,3 % en 1990 à 33,4 % en 2002. En 2003, on pouvait attribuer à ces entreprises 55,8 % des exportations, 58,6 % des importations et 57,1 % des échanges totaux.

Répartition géographique de l'IDE en Chine

Les réformes économiques entreprises vers la fin des années 70 et la création de zones économiques spéciales (ZES) dans les provinces méridionales de Guangdong et de Fujian ont jeté les bases qui ont permis à la Chine de s'ouvrir aux investissements directs en provenance de l'étranger. Dans les années 80, on assistait à la création de nouvelles ZES dans l'île de Hainan et dans 14 villes côtières. La poursuite des réformes a permis d'ouvrir le reste

Tableau 1 : IDE dans l'économie chinoise

	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Entrées d'IDE en % de la formation brute de capital fixe	1,9%	3,5%	14,8%	10,3%	10,5%	11,50%	12,4%
Entrées d'IDE en % des exportations	6,1%	5,6%	24,1%	16,4%	17,6%	n.d.	n.d.
Entrées d'IDE en % des importations	3,9%	6,5%	27,8%	19,8%	19,2%	n.d.	n.d.
Entrées d'IDE par habitant (\$ US)	1,6	3,1	29,9	32,5	37,1	n.d.	n.d.
Stocks d'IDE en % du PIB	3,4%	7,0%	19,6%	32,2%	33,2%	35,4%	35,6%
Entreprises d'investissement étranger							
Part de la production industrielle	n.d.	2,3%	14,3%	31,3%	28,0%	33,4%	n.d.
Part des échanges totaux (importations et exportations)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	53,1%	57,1%
Part des exportations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	52,1%	55,8%
Part des importations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	54,2%	58,6%
n.d. : non disponible							

Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2004 (www.unctad.org/wir). Ministère du Commerce de la République populaire de Chine (MOFCOM) (www.fdi.gov.cn).

Tableau 2 : Entrées d'IDE par secteur, 2000

Secteur	Projets approuvés		Projets réalisés		*
	Nombre	Valeur, (millions de \$ US)	Valeur, (millions de \$ US)	Ventilation (%)	
Agriculture, forêts, élevage, pêche	821	1 483	676	1,3%	*
Mines	162	506	583	1,1%	*
Fabrication	15988	46 048	27 516	53,0%	*
textiles	801	2 015	1 392	5,1%	**
produits chimiques	986	2 596	1 796	6,5%	**
produits pharmaceutiques	268	912	523	1,9%	**
machines (général)	613	1 634	1 047	3,8%	**
équipements spéciaux	689	1 068	528	1,9%	**
appareils électroniques et matériel de télécommunication	1 529	11 379	4 627	16,8%	**
Électricité, gaz de houille et services d'eau	107	2 015	1 392	2,7%	*
Construction	233	2 596	1 796	3,5%	*
Levés géologiques et gestion des ressources hydriques	7	912	523	1,0%	*
Transport, entreposage, services postaux et télécommunications	306	1 634	1 047	2,0%	*
Commerce de gros et de détail, restaurants	852	1 068	528	1,0%	*
Finances et assurances	5	11 379	4 627	8,9%	*
Immobilier	684	1 227	2 242	4,3%	*
Services aux entreprises	2679	15	5	0,0%	*
Hôtellerie	72	1 440	1 045	2,0%	*
Santé, sports et aide sociale	31	1 435	858	1,7%	*
Éducation, culture, arts, télédiffusion et cinématographie	19	79	76	0,1%	*
Recherche, science et technologie	100	5 232	4 658	9,0%	*
Autres (non répartis)	353	5 049	4 357	8,4%	*

* Part de la valeur des projets réalisés, 2000.
** Part de la valeur des projets réalisés dans le secteur de la fabrication.

Source : Ministère du Commerce de la République populaire de Chine (MOFCOM) (www.fdi.gov.cn).

du territoire chinois à l'IDE durant les années 90, mais c'est néanmoins l'est du pays qui en a bénéficié le plus entre 1983 et 1988 (à raison de 88 %), bien que cette région ne représentait que 29 % du PIB. En revanche, la région du centre (qui représentait elle aussi 29 % du PIB) n'a pu attirer que 9 % de l'IDE; l'ouest du pays (23 % du PIB) n'a reçu qu'un maigre 2 %³.

Entrées d'IDE par secteur

Les entrées d'IDE en Chine sont largement concentrées dans la fabrication (tableau 2). En 2000, ce secteur représentait plus de la moitié des entrées. Suivaient, dans l'ordre, la science, la recherche et la technologie (9,0 %), les finances et les assurances (8,9 %) et l'immobilier (4,3 %). Parmi les branches de la fabrication (du moins celles pour lesquelles nous disposons de données), les appareils électroniques et le matériel de télécommunications comptaient pour 16,8 % des entrées d'IDE, suivis des produits chimiques (6,5 %) et des textiles (5,1 %).

Les types d'IDE

Parmi les entreprises d'investissement étranger visées par l'IDE en Chine, ce sont les coentreprises avec participation au capital qui occupent le premier rang, avec 42,9 % des entrées en 2002 (tableau 3). Les entreprises entièrement sous contrôle étranger et les coentreprises contractuelles représentent le gros du reste, soit respectivement 37,0 et 18,5 %.

Principaux pays investisseurs en Chine

Les principaux pays qui étaient à l'origine des investissements directs étrangers en Chine en 2002 figurent au tableau 4. Hong Kong, source de

3 W. Tseng et H. Zegreb, « Foreign Direct Investment in China: Some Lessons for Other Countries », Fonds monétaire international, Policy Discussion Paper PDP/02/3, 2002

Tableau 3 : Stocks d'entrées d'IDE en Chine, selon le type d'entreprise, 2002

Forme d'IDE	Projets approuvés				Valeur des projets réalisés	
	Nbre	Ventilation (%)	Valeur		Millions de \$ US	Ventilation (%)
			Millions de \$ US	Ventilation (%)		
Total	424,196	100.0%	828,059	100.0%	447,966	100.0%
Coentreprise avec participation au capital	225,883	53.2%	327,548	39.6%	192,204	42.9%
Coentreprise contractuelle	52,965	12.5%	163,319	19.7%	82,783	18.5%
Entreprises entièrement sous contrôle étranger	145,165	34.2%	332,538	40.2%	165,616	37.0%
Société d'exploration en commun	183	0.0%	4,654	0.6%	7,364	1.6%

* Part de la valeur des projets réalisés, 2002.

Source : Ministère du Commerce de la République populaire de Chine (MOFCOM) (www.fdi.gov.cn).

Table 4 : Principaux pays d'origine des entrées d'IDE en Chine, 2002

Unité : millions \$US

Pays/région	Nombre de projets		Projets approuvés		Projets réalisés	
	Nombre	Ventilation par pays d'origine (%)	Valeur (millions de \$ US)	Ventilation par pays d'origine (%)	Valeur (millions de \$ US)	Ventilation par pays d'origine (%)
Total	34 171	100,0%	82 768	100,0%	52 743	100,0%
Hong Kong	10 845	31,7%	25 202	30,4%	17 861	33,9%
Îles Vierges	1 959	5,7%	12 650	15,3%	6 117	11,6%
États-Unis	3 363	9,8%	8 156	9,9%	5 424	10,3%
Japon	2 745	8,0%	5 298	6,4%	4 190	7,9%
Taïwan	4 853	14,2%	6 740	8,1%	3 971	7,5%
République de Corée	4 008	11,7%	5 282	6,4%	2 721	5,2%
Singapour	930	2,7%	2 785	3,4%	2 337	4,4%
Îles Caïmans	199	0,6%	2 258	2,7%	1 180	2,2%
Allemagne	352	1,0%	915	1,1%	928	1,8%
Royaume-Uni	334	1,0%	1 142	1,4%	896	1,7%
Samoa	533	1,6%	1 878	2,3%	879	1,7%
Canada	708	2,1%	1 148	1,4%	588	1,1%
France	162	0,5%	879	1,1%	576	1,1%
Pays-Bas	127	0,4%	516	0,6%	572	1,1%
Maurice	245	0,7%	705	0,9%	484	0,9%

Source : Ministère du Commerce de la République populaire de Chine (MOFCOM) (www.fdi.gov.cn).

plus du tiers des entrées cette année-là (comparativement à environ 50 % durant les années 90), occupait la première place. Venaient ensuite les îles Vierges (11,6 %), les États-Unis (10,3 %), le Japon (7,9 %), Taïwan (7,5 %) et l'Union européenne (7,0 %).

Si la Chine semble offrir des possibilités d'investissement très lucratives, les investisseurs étrangers doivent néanmoins tenir compte de divers obstacles structurels. On peut signaler à cet égard un régime complexe d'incitatifs et de prélèvements fiscaux, le risque d'intervention politique dans les décisions d'investissement et la faiblesse des contrôles juridiques mis en place pour assurer l'application des règlements destinés à protéger les intérêts des investisseurs étrangers. C'est pourquoi un certain nombre de projets d'investissement approuvés par les autorités chinoises ne voient pas le jour ou sont entrepris avec beaucoup de retard⁴.

Part de la Chine dans les sorties d'IDE des principaux pays de l'OCDE

Le tableau 5 montre la part de la Chine dans les stocks sortants d'IDE de certains pays de l'OCDE entre les années 1990 et 2001. En 2001, seulement quatre pays de l'OCDE avaient des investissements directs en Chine représentant plus de 1 % de leur stock extérieur d'IDE, à savoir la Corée (17,0 %), le Japon (3,1 %), l'Allemagne (1,1 %) et la Pologne (13,6 %). Parmi ceux-ci, la Corée et la Pologne ont manifestement cherché à améliorer leur stock d'IDE en Chine, tandis que ceux du Japon et de l'Allemagne s'accroissent plus lentement.

En ce qui concerne l'Amérique du Nord, il appert que la Chine est

4 Voir « Doing business in China – fools rush in », *The Economist*, le 7 août 2004, p. 50, où on décrit certains des obstacles auxquels les investisseurs étrangers sont confrontés en Chine.

devenue une destination plus importante pour les capitaux américains, car sa part de l'IDE des États-Unis est de 0,4 % en 1995 à 0,8 % en 2001. Par contre, la part de la Chine dans l'IDE du Canada est restée stable, se situant entre 0,2 et 0,3 % pendant cette même période.

Investissement direct de la Chine à l'étranger

Bon nombre d'économistes croient que la Chine, dans la prochaine phase de son développement économique, accroîtra elle-même ses investissements à l'étranger, non seulement dans les pays asiatiques voisins mais aussi dans divers secteurs des pays développés et des pays en développement non asiatiques. Bien que les sorties d'IDE soient moins importantes que les entrées, plusieurs entreprises chinoises se sont métamorphosées en sociétés transnationales grâce à des investissements considérables à l'étranger. Ainsi, en 2001, 12 des 50 principales entreprises transnationales des pays en développement étaient situées en Chine continentale⁵. Lorsqu'on additionne les flux sortants approuvés au cours des années 1979 à 2002⁶, on voit que l'Asie a reçu 58,7 % de l'IDE chinois. Hong Kong était la première destination asiatique (43,6 %), suivie de la Thaïlande (2,3 %), les autres pays d'Asie représentant moins de 2 % de l'IDE chinois. Les États-Unis ont pour leur part accueilli 8,9 % de l'IDE chinois, ce qui les classe au deuxième rang des pays d'accueil, le Canada venant en troisième place (4,7 %). Ainsi, l'Amérique du Nord représentait 13,6 % de l'IDE chinois

(le Mexique ne figurait pas parmi les 30 premières destinations de l'investissement chinois). L'Europe, pour sa part, comptait pour 6 % de l'IDE chinois en 2002.

La Chine par ailleurs s'être lancée dans un programme d'acquisitions externes (phénomène qui n'est pas reflété dans les chiffres présentés ici). En 2003, par exemple, la fusion des branches des téléviseurs et des lecteurs DVD des sociétés TCL (Chine) et Thomson (France) a mené à la création d'une entreprise conjointe dans laquelle TCL détient une participation majoritaire. De même, en décembre 2003, le

conglomérat China National Bluestar Corp. annonçait son intention de prendre une participation de 49 % dans le constructeur automobile coréen Sangyong Motor⁷, qui, depuis l'effondrement de la société-mère coréenne trois ans plus tôt (le groupe Daewoo), était à la recherche d'un acheteur. Plus récemment, des entreprises établies en Chine se sont montrées intéressées à investir dans des entreprises de ressources naturelles au Canada et dans plusieurs autres pays.

Tableau 5 : Part de la Chine dans les sorties d'IDE de certains pays de l'OCDE

Pays de l'OCDE	1990	1995	2000	2001
Asie				
Australie	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%
Japon	0,9%	n.d.	3,1%	3,3%
Corée	0,9%	18,6%	17,0%	15,3%
Europe				
France	0,1%	0,3%	0,4%	n.d.
Allemagne	0,1%	0,4%	1,1%	n.d.
Pays-Bas	n.d.	0,2%	0,4%	n.d.
Pologne	n.d.	0,2%	13,6%	n.d.
Suisse	n.d.	0,3%	0,4%	n.d.
Royaume-Uni	0,0%	0,1%	0,3%	n.d.
Amérique du Nord				
Canada	0,0%	0,2%	0,2%	0,2%
États-Unis	0,1%	0,4%	0,8%	0,8%

Source : Base de données de l'OCDE sur l'investissement direct international (en ligne).

5 « La Chine se lance dans l'investissement à l'étranger », CNUCED, Investissement, technologie et développement des entreprises, le 4 décembre 2003.

6 Ibid. Les parts en pourcentage ont été calculées à partir des données contenues dans les tableaux 2 et 3 du document.

7 « China's Bluestar shifts gears », *Globe and Mail* tiré du *Wall Street Journal*, p. B6, le 23 décembre 2003.